

L'hétérodoxie économique dans tous ses états (1) **La dette enfle et la finance engloutit la nature**

Jean-Marie Harribey

1^{er} mars 2015

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2015/03/01/1-heterodoxie-economique-dans-tous-ses-etats-1-la-dette-enfle-et-la-finance-engloutit-la-nature>

Je commence une série de comptes rendus de visionnages et de lectures. Crise de la dette et crise écologique sont au programme. Les présenter en suivant se justifie car, outre le fait que beaucoup de problèmes sont liés entre eux, leurs auteurs se prévalent d'une vision critique. Leur travail n'en revêt que plus d'importance. Mais ils méritent eux aussi d'être discutés. J'aborde d'abord deux documentaires qu'Arte a diffusés récemment et qui méritaient d'être regardés. « La dette, une spirale infernale » de Laure Dessalle, et « Nature, nouvel eldorado de la finance » de Sandrine Feydel et Denis Delestrac donnent à voir un paysage différent de celui qui nous est quotidiennement présenté par des médias ressassant la litanie des marchés financiers. De ces films, on attend beaucoup, mais on ressort dubitatif sur la profondeur de l'hétérodoxie revendiquée par les réalisateurs. Pourquoi ?

Si la dette est au commencement de la vie en société, pourquoi faut-il s'en défaire ?

Tous les anthropologues sont aujourd'hui convaincus (mais pas tous les économistes, hélas) que l'origine de la monnaie n'est pas ce qu'en disent la plupart des manuels d'économie, lesquels racontent la fable du troc que la monnaie aurait permis de dépasser. En réalité, dès l'aube des sociétés, la monnaie est liée aux dettes réciproques, et, aujourd'hui même, la monnaie est toujours une reconnaissance de dette. C'est ainsi que le système bancaire qui émet la monnaie à la demande de l'économie s'engage à honorer tous les paiements qu'effectueront ceux qui disposent d'un crédit sur leur compte. De la dette de vie, des échanges non marchands, jusqu'aux échanges marchands et à la socialisation d'une partie de la richesse produite (santé, éducation, retraite), la monnaie remplit une fonction de lien social, au-delà de son caractère d'outil au service de l'accumulation privée.

Pourquoi le documentaire d'Arte contient-il tant de propos contradictoires dans la bouche même de contributeurs ayant une posture critique, voire de propos erronés ? En voici quelques-uns :

- « Les crises ont démarré en 1971 ». Avant, était-ce le paradis capitaliste sans crises ? L'instabilité est pourtant inhérente à la finance.
- « Les banques peuvent créer de l'argent à l'infini. » Non, car elles sont limitées par la nécessité de se refinancer auprès de la banque centrale. Et, en arrière-plan, il y a les capacités de production disponibles.
- « L'argent est créé à partir de rien. » C'est un lieu commun qui oublie que la monnaie créée est une anticipation. Si c'est une anticipation d'une production utile, il n'y a pas à s'en offusquer. Le danger ne vient que s'il s'agit d'une anticipation en vue de spéculer ou de simplement participer à la restructuration permanente du capital financier en changeant constamment les titres de propriété de mains.
- « Les banques n'ont qu'une partie de l'argent qu'elles prêtent. » C'est une confusion qui consiste à croire que la monnaie préexiste au mécanisme de sa création. Même notre regretté Bernard Maris se laisse aller à quelques raccourcis dans ce

documentaire. Il est parfaitement normal qu'elles n'« aient » pas cet argent puisque ce sont elles qui le mettent en circulation. Le problème vient du fait que cette émission n'est pas assujettie à des conditions d'utilité du crédit demandé pour la société.

Et le bouquet final est donné par la réalisatrice : « La dette, son emprise et ses diktats se sont insinués dans nos rapports aux autres et dans notre vie. Mais elle n'est pas la vie et nous devons apprendre à nous en libérer. » C'est faux et contradictoire avec l'idée de départ.

Il y a là quelques clichés et erreurs qui résultent sans doute du coup de force de l'idéologie libérale et de son emprise sur les esprits. Comme il lui faut absolument délégitimer l'action publique et que celle-ci nécessite des dépenses, la pratique des classes dominantes est de dérouler les séquences suivantes : 1) on assèche les recettes fiscales et on crée des déficits publics ; 2) on oblige les États à emprunter sur les marchés financiers et non pas auprès de banques publiques à taux zéro ; 3) on crie au loup après la dette publique qui monte ; 4) on disqualifie le processus de création de monnaie quand celui-ci est au service de la collectivité et on le réserve au financement de la spéculation ; 5) on conspuie les débiteurs pendant que les créanciers se gobergent ; 6) on dissimule que l'endettement public est bien inférieur à l'endettement privé ; 7) on ampute la monnaie de l'une de ses faces, celle fondant le lien social, c'est-à-dire son caractère de bien public, on ne garde que son caractère de bien privé au service de l'accumulation.

Les ravages de ces représentations s'étendent hélas jusqu'aux territoires contestataires : il y a un risque de mettre uniquement l'accent sur la dette qui emprisonne et d'oublier la dette qui relie. L'hétérodoxie économique est alors en mauvais état.

Le capitalisme à l'assaut de la nature

Un malaise identique peut être ressenti en regardant le second documentaire. Bien sûr, on ne peut qu'approuver la mise au grand jour des pratiques bancaires qui se développent à grande vitesse pour financiariser la nature. Des bio-banques proposent des actions à la vente pour que les entreprises puissent « compenser » les destructions que leurs investissements occasionnent : actions-cactus, actions-mouche des sables, actions-coraux, actions-forêts, etc. Un marché potentiel de 2,5 à 4 milliards par an existe, et on estime à 36,6 milliards de dollars le total des obligations dites vertes déjà en circulation. Et les mêmes banques qui se sont illustrées dans la spéculation immobilière récente se ruent sur ce marché de l'environnement. Plus fort encore, la réassurance de l'assurance se développe, face aux risques de catastrophes engendrées notamment par le réchauffement climatique : là encore, on crée des obligations nouvelles baptisées « catastrophes » (*cat bonds* en anglais).

L'ambiguïté du film, pour ne pas dire son côté trompeur, vient du leitmotiv qui sert de fil conducteur et que le commentaire ne réussit pas à dénuder. C'est l'ancien banquier Pavan Sukhdev, directeur d'études de *The Economics of Ecosystems and Biodiversity*, qui donne le ton : il veut « révéler la valeur économique intrinsèque de la nature trop longtemps restée invisible ». Et, on nous sert la valeur des abeilles pollinisatrices ou la valeur des services qu'elles rendent, la valeur des pluies amazoniennes, la valeur du corail hawaïen, etc. Tout cela est absurde ou, plus exactement, idéologique, parce que cela revient à confondre le registre naturel avec le registre économique et à réduire le premier au second.

La notion de valeur économique intrinsèque de la nature n'a strictement aucun sens. Celle de valeur créée par la nature n'en a pas davantage.¹ Le film laisse pérorer tous les idéologues du capital financier dont le but est de faire passer la nature du statut de ressource à celui de capital productif, puis à celui de capital naturel, enfin à celui de capital financier représenté par des titres. Heureusement, le propos tenu par Geneviève Azam dans son interview sauve le film, mais il est hélas noyé au milieu des élucubrations des financiers,

¹ Le lecteur me pardonnera j'espère de n'en dire pas plus ici, tellement j'ai répété cela. Voir *La richesse, la valeur et l'ineffable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, LLL, 2013.

nouveaux chevaliers blancs de la protection écologique, qui, sous couvert de « prendre en compte » la nature, veulent la transformer en capital financier, dernière figure du capital fictif.

Un discours économique hétérodoxe doit toujours se frayer un chemin au milieu du brouillard intellectuel dominant les représentations. Comme le disait Keynes : « La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, elle est d'échapper aux idées anciennes qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes ayant reçu la même formation que la plupart d'entre nous. »²

² John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot, 1969, Préface, p. 12.

L'hétérodoxie économique dans tous ses états (2)

Le découplage absolu entre production et consommation de ressources est impossible

Jean-Marie Harribey

4 mars 2015

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2015/03/04/1-heterodoxie-economique-dans-tous-ses-etats-2-le-decouplage-absolu-entre-production-et-consommation-de-ressources-est-impossible>

En fin d'année 2014 et au début 2015, plusieurs ouvrages ont apporté leur contribution à l'analyse de la crise, à la fois dans sa dimension écologique et dans la capacité hypothétique du capitalisme à relancer une croissance économique durable.

Le livre de Thierry Caminel, Philippe Frémeaux, Gaël Giraud, Aurore Lalucq et Philippe Roman, *Produire plus, polluer moins : l'impossible découplage ?* (Les Petits matins, Institut Veblen, 2014), présente l'état des connaissances sur la liaison entre la croissance de la production et celle de l'utilisation de ressources (énergie, matières premières) ainsi que celle des émissions de polluants. Le constat connu est confirmé par les auteurs. Il y a au mieux un petit découplage relatif, sur lequel on aurait tort de trop miser pour l'avenir.

On ne peut pas déduire une causalité d'une corrélation

Mais le doute s'installe ensuite. Non pas au sujet du projet normatif social et écologique qui sous-tend la démarche des auteurs. Qu'ils soient bien assurés que je le partage avec eux. J'interroge ici la rigueur méthodologique de leur démonstration. Le cœur de l'ouvrage est avancé dans le deuxième chapitre qui étudie « le découplage énergie-PIB ou le rôle (sous-estimé) de l'énergie dans la croissance du PIB », rédigé par Gaël Giraud.

Le constat indéniable est le suivant : il y a une corrélation positive entre la croissance du produit mondial et celle de la consommation d'énergie primaire ; on observe la même chose pour les seuls pays de l'OCDE. Mais le premier graphique proposé est ainsi commenté par l'auteur : « cette représentation graphique prend grosso modo la forme d'une droite, ce qui signifie que le ratio de la richesse produite (évaluée en dollars) sur la quantité d'énergie primaire utilisée est quasiment constant » (p. 28). Or, c'est inexact, la courbe n'est ici une droite que parce que les échelles des abscisses et des ordonnées (qui portent sur des quantités et non sur des taux de variation) sont différentes. Avec d'autres échelles, on pourrait voir que la pente augmente au fur et à mesure que le découplage relatif se réalise, comme le livre l'indique plus loin : « le PIB mondial a crû plus vite que l'extraction de matières durant le XX^e siècle » (p. 55). Et, lorsqu'on calcule approximativement le ratio avec les données figurant sur ce graphique, il augmente. D'ailleurs, si ce ratio était constant, on ne pourrait pas parler de découplage relatif, il n'y aurait aucun découplage, mais un parallélisme des deux évolutions.

La décomposition du taux de croissance n'explique rien

La présentation se poursuit en décortiquant le taux de croissance de la production. À partir d'une équation comptable forcément exacte mettant en relation, d'un côté, la croissance de la production et, de l'autre, la consommation d'énergie primaire par habitant multipliée par le contenu en énergie de la production, l'auteur invite à croire qu'on tient là l'explication de la croissance économique : « le taux de croissance du PIB par habitant se décompose donc en la

somme du taux de croissance de la consommation d'énergie primaire par habitant et du taux de croissance de la productivité énergétique » (p. 31). Conclusion de ce calcul : le monde est passé d'une situation économique (entre 1965 à 1981) à 3,5 % de croissance = 2,5 % (hausse de la consommation d'énergie primaire) + 1 % (hausse de la « productivité énergétique grâce au progrès technique), à une autre situation (entre 1981 et 2013) où la croissance de 1,5 % = 0,5 % + 1 %.

Il y a une faille méthodologique dans cette argumentation : on peut décomposer le taux de croissance économique en n'importe quels facteurs et ça marche toujours. Il suffit de partir du PIB par habitant et de le faire évaluer à n'importe quelle suite de rapports multipliés entre eux, pourvu que le dénominateur de l'un soit le numérateur du suivant. Par exemple, je pourrais écrire que PIB/population = PIB/nombre de mouches (dite « productivité » des mouches) x nombre de mouches/population, ce serait mathématiquement parfaitement exact et j'obtiendrais le taux de croissance du PIB par habitant qui serait égal à la somme du taux de croissance du PIB par mouche et du taux de croissance du nombre de mouches par habitant. Pourrais-je en conclure que la productivité des mouches est la cause de la croissance économique ? Non, mais c'est ce qu'il faudrait conclure si on appliquait la méthode du livre ! L'établissement d'une corrélation entre production et énergie ne peut pas être présentée dans un livre grand public comme une causalité. Plus sérieusement que l'histoire des mouches, les causes de la croissance économique ne peuvent être résumées à une seule variable. Et on pourrait tout aussi légitimement introduire dans l'équation comptable la productivité du travail, la durée de celui-ci, le nombre de travailleurs, l'efficacité des équipements, etc. Dit encore autrement, le fait qu'il existe un facteur limitant dans le processus productif (par exemple, l'énergie) n'autorise pas à voir en lui la cause de la croissance.³

On reste étonné devant l'affirmation : « S'il est si difficile pour certains économistes d'admettre le rôle substantiel de la consommation d'énergie primaire dans la croissance, c'est probablement parce que cela revient à minimiser le rôle du capital dans la croissance économique. Ce qui renvoie dos à dos aussi bien l'école marxienne que l'école néoclassique, toutes fondées sur l'idée que l'accumulation de capital – et non l'augmentation de la consommation d'énergie primaire – est à l'origine de la croissance. » (p. 35-36). Peut-on reprocher à Marx de ne pas avoir tenu compte – pour la critiquer – de la transformation de la matière en capital productif ? Ce n'est pas sérieux. Quant aux néoclassiques, on peut tout leur reprocher, sauf de ne pas dire ce qu'ils répètent à l'envi tout en ayant tort, à savoir que tout est du capital. D'ailleurs, l'équation comptable de G. Giraud ne vaut pas plus que la fonction de

³ J'ai souvent rapporté cet extrait ahurissant tiré de C. de Perthuis et P.-A. Juvet, *Le capital vert, Une nouvelle perspective de croissance* (O. Jacob, 2013, p. 196, aussi p. 10) : « Imaginons le cas simple d'un berger vivant de sa capacité à produire de la laine en tondant des moutons et en lavant la laine brute. Admettons que notre berger est relativement performant à la tonte artisanale avec 10 tontes et 5 toisons propres à l'heure. Le propriétaire décide de faire une expérience en demandant au berger de tondre et laver les toisons des moutons sans utiliser d'eau. Comme c'est bien plus difficile, notre berger arrive à tondre toujours 10 moutons, mais ne peut nettoyer que 2 toisons à l'heure. Dans ce cas, la productivité de la ressource en eau correspond aux trois toisons manquantes. Une partie de la création de valeur est donc imputable à l'eau ! » Ces auteurs confondent les conditions de création de la valeur économique et cette création elle-même, en imputant à un *facteur limitant* une partie de la création de la valeur de la production. Comment s'apercevoir de l'absurdité de ce raisonnement ? Au lieu d'imaginer le nettoyage à sec des toisons de laine, imaginons que l'on empêche le berger de respirer. Sans air, il meurt dans les quelques minutes qui suivent son apnée et son activité avec lui. Nos auteurs en concluraient-ils que l'air était à l'origine de 100 % de la valeur anciennement créée ?

production Cobb-Douglas⁴, même en intégrant dans celle-ci un facteur dit « environnement », grâce à laquelle on calcule ladite productivité globale des facteurs.⁵

Pour que mes contre-arguments ne soient pas avancés en l'air, voici une petite illustration du fait qu'on ne peut pas déduire de la corrélation ci-dessus l'idée que l'énergie est LA cause de la croissance. Faisons un raisonnement par l'absurde. Imaginons que le découplage relatif entre production et énergie s'améliore tellement qu'il devienne absolu et que l'on arrive même à inverser la pente de la courbe (elle deviendrait négative si c'est une droite, ou bien la pente de la tangente à la courbe serait négative en tous points de celle-ci) : au lieu d'être une fonction croissante, la production serait une fonction décroissante de la consommation d'énergie. Pourrait-on en conclure que le PIB augmente parce que la consommation d'énergie diminue, c'est-à-dire que la cause de la croissance du PIB est la diminution de la consommation d'énergie ? Tout cela serait absurde, et, au passage, cela permet de dire que la notion de découplage absolu n'a aucun sens, car cela voudrait dire que l'économie s'est débarrassée de toute utilisation de matières : or, la dématérialisation absolue est impossible. Au mieux, on peut tendre vers un découplage relatif de plus en plus grand, tendant asymptotiquement vers l'absolu, mais sans jamais l'atteindre.⁶

Repenser les concepts

Je pense urgente la clarification conceptuelle de tous les raisonnements qui ont trait aux relations entre économie et écologie. Ce livre nous y aide-t-il ? Tout comme les institutions internationales se gargarisant de la « valeur économique intrinsèque de la nature » qu'il faudrait « rendre visible » ou de la « valeur créée par la nature » qu'une bonne fonction Cobb-Douglas ou un simple décomposition comptable permettent de « calculer », ce livre utilise des concepts trompeurs comme « productivité des ressources » ou « productivité de l'énergie », alors qu'il ne s'agit que du rapport du fruit du travail à la quantité de matières et non pas de la productivité de la ressource. Seul l'inverse de la fraction a un sens économique : intensité de la production en ressources. La fiction de la fécondité du capital est reportée par analogie sur une prétendue fécondité de la matière. Le pas est vite franchi ensuite pour parler de « capital humain » et de « capital naturel ». Fécondité de quoi, au fait ? De richesse ou de valeur ? Et

⁴ Pour une présentation simplifiée de la fonction Cobb-Douglas, voir un autre texte sur ce blog : « Le capital naturel ou capital vert : un objet fictif mal identifié », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2014/01/22/le-capital-naturel-ou-capital-vert-un-objet-fictif-mal-identifie>. Pour une présentation plus formalisée : <http://harribey.u-bordeaux4.fr/cours/ptf.pdf>.

⁵ Je suis sceptique également sur deux autres points. Premièrement, l'hypothèse néoclassique de rendements décroissants à l'échelle microéconomique relève de la critique faite par Sraffa (bien rapportée par Steve Keen dans son livre *L'imposture économique*). Mais, à l'échelle globale, la fonction Cobb-Douglas la plus utilisée table sur des rendements constants (pour pouvoir garder la rémunération des facteurs à la productivité marginale, qui épuise tout le produit), tout en ayant des productivités marginales décroissantes de chaque facteur pris isolément. Donc, peut-on parier sur le fait que nous serions, selon G. Giraud, généralement à rendements croissants, dans un monde où la raréfaction des matières premières va soit faire décroître les rendements, soit nécessiter des quantités de capital toujours plus grandes ? Peut-être faudrait-il distinguer les facteurs qu'*on fait varier* à court terme et ceux *qui varient* à long terme. Deuxièmement, et c'est peut-être lié, l'utilisation de fonction de production à rendements constants et à *Constant Elasticity Substitution* inférieure à 1, comme le fait Tim Jackson, résout-elle notre problème ? Certes, on se rapproche d'une complémentarité des facteurs au lieu de les voir comme continûment substituables. Mais la baisse de l'intensité de la production en ressources naturelles (donc ce qu'il restera en termes de substitution de facteurs techniques aux ressources naturelles) sera moindre que la hausse du prix relatif des ressources naturelles aux autres facteurs. Autrement dit, les ressources naturelles s'épuisant, on aura beau avoir un prix de ces ressources qui augmente relativement au niveau général des prix, cela ne compensera pas l'insuffisante baisse de l'intensité en ressources pour pouvoir éviter une croissance absolue de la consommation de ces ressources.

⁶ Je préviens une éventuelle objection qui consisterait à dire que, parvenu à un certain niveau d'utilisation de matières, le supplément de production serait obtenu avec une quantité marginale nulle de matières. Je laisse aux mathématiciens de métier le soin de discuter de la discontinuité d'une telle fonction, et ensuite de sa dérivabilité...

nous revoilà plongés dans le cœur même de l'économie politique et de sa critique, sur laquelle font l'impasse la plupart des travaux sur les questions écologiques, notamment ceux ayant trait aux dénommés nouveaux indicateurs de richesse. Ce que l'on mesure en économie, c'est la valeur, qui n'est pas toute la richesse, et que ce qu'apporte la nature en général, c'est de la richesse mais pas de la valeur, tout en étant nécessaire à la création de valeur, la valeur étant un concept qui a trait à la société et pas à la nature.⁷

Le troisième chapitre de ce livre se termine en mettant en doute, à juste titre, la capacité du progrès technique à tout résoudre. Mais dire qu'« il est dès lors nécessaire de concevoir la possibilité de découpler l'utilisation des ressources non pas de la croissance économique, mais bien de la prospérité dans son sens le plus large » (p. 61) ne revient-il pas à renvoyer le même problème un peu plus loin : la prospérité peut-elle être ainsi à son tour découplée ?

C'est pour ça, finalement, qu'il nous faut peut-être penser une transition douce entre prospérité et sobriété. Et prendre des distances avec les tentatives d'intégrer dans le PIB l'état du « capital naturel » et la « qualité de la vie sociale » (p. 69) parce que c'est impossible⁸ et c'est tant mieux.

⁷ J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, LLL, 2013.

⁸ Le PIB vert est frappé d'une contradiction insurmontable. On estime la dégradation par le coût de la réparation que l'on a opérée ou que l'on projette. Dans le produit net ajusté, il y aura donc du côté « plus » la valeur ajoutée par les secteurs d'activité pollueurs ou destructeurs (dont on ne peut pas ne pas tenir compte car ils auront distribué des revenus) ainsi que la valeur ajoutée correspondant à la réparation, et du côté « moins » la valeur de la dégradation mesurée par ce que l'on viendra à l'instant d'inscrire comme réparation du côté « plus ».

L'hétérodoxie économique dans tous ses états (3)

Les affres de la croissance zéro chez les économistes bien en cour

Jean-Marie Harribey

5 mars 2015

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2015/03/05/l-heterodoxie-economique-dans-tous-ses-etats-3-les-affres-de-la-croissance-zero-chez-les-economistes-bien-en-cour>

Patrick Artus et Marie-Paule Virard se penchent dans *Croissance zéro, Comment éviter le chaos ?* (Fayard, 2015) sur le débat qui fait rage aux États-Unis et qui gagne la France, depuis que l'économiste Robert Gordon a émis de sérieux doutes sur la possibilité pour le capitalisme de poursuivre sa croissance.⁹

La productivité de quoi, de qui ?

Les deux auteurs affirment d'emblée que la cause principale du ralentissement de long terme de la croissance économique est l'affaiblissement de l'augmentation de la productivité globale des facteurs de production. Les auteurs sont trop savants pour ignorer ce que sont la productivité dite globale et sa variation. Mais le lecteur doit se contenter d'une définition fourre-tout : « reflet du progrès technique (l'effort d'innovation, l'amélioration de la qualité des produits et des processus de production) et de l'amélioration du capital humain (l'effort d'éducation). À ces facteurs déterminants, il faudrait ajouter – pour que la formule soit complète – la structure sectorielle de l'économie, l'organisation de la production dans les usines et dans les bureaux, etc. Finalement, tout ce qui fait qu'avec le même nombre d'euros de capital et le même nombre de salariés, une entreprise va quand même produire davantage d'une année sur l'autre. » (p. 33-34).

Bref, pour ne pas avoir à reconnaître que toute la valeur économique vient du travail et que seule la notion de productivité du travail a un sens, les économistes néoclassiques ont inventé ce fourre-tout de productivité globale des facteurs, en faisant comme si on pouvait dissocier l'augmentation de la quantité de travail de sa qualité et comme si les entreprises, d'un côté, achetaient des nouvelles machines sans changement technique et de l'autre achetaient séparément la technique, comme quelque chose existant en soi, sans support matériel. Cette acrobatie conceptuelle permet alors de discourir sur la productivité du travail (qui n'a plus aucun sens puisqu'elle ne peut jamais augmenter, la qualité du travail étant reportée ailleurs), une prétendue productivité du capital (qui plus est, avec des machines n'évoluant jamais) et enfin le savoir-faire et le progrès technique séparés de leurs supports, les hommes et les machines. Les économistes qui rejettent Marx ne lisent pas non plus Keynes car celui-ci avait très finement distingué la productivité du travail et les conditions de sa progression.¹⁰

La conséquence mathématique de l'acrobatie conceptuelle des économistes néoclassiques est qu'on ne sait pas calculer autrement la progression de ladite productivité globale qu'en soustrayant du taux de croissance économique les taux de croissance des quantités de travail et de capital pondérées par les parts de ces derniers dans le partage du produit global à partir d'une fonction de type Cobb-Douglas. On admet qu'Artus et Virard

⁹ J'ai proposé une synthèse de ce débat dans J.-M. Harribey, « La croissance ? Au-delà des doutes : une certitude : la crise sociale et la crise écologique du capitalisme sont liées », Note pour les Économistes atterrés, octobre 2014, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/note-croissance.pdf>.

¹⁰ J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1969, p. 223.

évitent d'infliger des équations au lecteur, mais cela n'excuse pas de ne pas dire un mot des failles de cette fonction et du calcul que techniquement elle permet. Si les auteurs avaient attentifs à ce qu'ils écrivent, ils auraient évité de nous dire tantôt qu'il faut regarder du côté de la productivité globale (tout le chapitre 2), tantôt de la productivité du travail par tête (p. 27) pour expliquer la croissance.

Des concepts chancelants

Outre le pataquès précédent sur la productivité, les autres concepts mobilisés sont mal assurés.

- Confusion entre coefficient de capital et intensité capitaliste. Selon les définitions économiques admises (mais pas les définitions financières), le premier mesure le rapport du stock de capital immobilisé à la production (capital/production) ; la seconde mesure le rapport de la quantité de capital à celle de travail (capital/travail). Artus et Virard emploient presque partout intensité capitaliste pour coefficient de capital.
- Contradictions permanentes entre les affirmations de l'augmentation de ce ratio (p. 38, 70, 73, 74, 148) et celles de sa diminution (p. 128, 134 pour le cas de la France), ou bien entre la stabilisation du ratio et la reprise nette de l'investissement (p. 71 pour les États-Unis).
- Hésitations continues entre l'affirmation que la croissance économique provient surtout de ladite productivité globale (chapitre 2) et celle où elle provient surtout du taux d'emploi (p. 167) ou de la productivité du travail (p. 94), ou bien qu'elle « dépend étroitement de la croissance de la population active et du progrès technique » (p. 29).
- Plaidoyer pour la retraite par capitalisation, celle par répartition étant sous-entendue seule à connaître un conflit intergénérationnel (p. 160-162) !

Le deuxième chapitre énonce rapidement les six obstacles au retour de la croissance forte identifiés par Gordon, mais lorsque les auteurs présentent les cinq facteurs qu'ils retiennent (perte d'efficacité de la R&D, augmentation du coefficient de capital (baptisé intensité capitaliste), amaigrissement des secteurs à forte productivité, insuffisant niveau de qualification de la population active, doute sur le caractère majeur de l'innovation d'Internet), ils oublient les nouvelles contraintes écologiques, un détail sans doute !

Le chapitre du livre qui aurait pu être le plus intéressant est le troisième consacré à la recherche et développement (R&D). Dans beaucoup de grands secteurs industriels, dont la pharmacie est le meilleur exemple, les sommes nécessaires à mettre au point les nouveaux produits (les nouvelles molécules dans la pharmacie) sont gigantesques et grossissent dans des proportions bien supérieures aux retours sur investissements. Dans le secteur de l'informatique et des puces électroniques, le problème est le même : si la puissance des ordinateurs (nombre de transistors sur puce) double tous les dix-huit mois (loi de Moore), le coût de recherche et de production augmente de 30 à 40 %, voire 60 %, par génération de puce, mais les chiffres d'affaires ne suivent pas. Autrement dit, la rentabilité du capital s'émousse au regard du gigantisme des sommes investies. Ça s'appelle comment en langage non euphémisé ? Suraccumulation de capital. Merci qui ? Merci Marx.¹¹ Les exemples donnés par les auteurs dans leur quatrième chapitre confirment cette baisse de rentabilité du capital.

La description est convaincante. L'analyse, beaucoup moins. Les auteurs se livrent parfois à des contorsions qui tournent à l'imbroglio. D'abord, ils voient les États-Unis de deux façons contradictoires d'une page à l'autre : « stabilisation de l'intensité capitaliste et

¹¹ Il fut un temps où P. Artus avait moins de pudeur : « Karl Marx is back », *Flash*, n° 2002-04, 4 janvier 2002 ; <http://hussonet.free.fr/marx2fr.pdf> « Une lecture marxiste de la crise », *Flash Économie*, n° 02, 6 janvier 2010. <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=51136>

nette reprise de l'investissement » (p. 71) et « profitabilité et capacité d'autofinancement élevées, mais n'augmentant que très peu leurs investissements » (p. 73). Ensuite, la comparaison entre la France et l'Allemagne laisse rêveur : « le ralentissement de la productivité ne s'interprète pas du tout de la même manière de chaque côté du Rhin ; une productivité qui augmente moins vite est en général le prix à payer pour un taux de chômage structurel plus faible : en ramenant des chômeurs dans des emplois peu qualifiés, on dégrade la productivité globale, mais le niveau de la création de richesse est plus élevé. » (p. 88). Cette affirmation est fautive car rien ne dit que la hausse de l'emploi fait plus que compenser la baisse de la productivité du travail en termes de quantités produites. L'affaire se complique encore si la durée individuelle du travail change, chose qu'ignorent les auteurs, sauf pour prôner le recul de l'âge de la retraite. La même confusion règne lorsqu'ils expliquent que « la baisse de la croissance potentielle qui résulte de la hausse du taux d'emploi des peu qualifiés correspond en réalité à une hausse du PIB potentiel, puisque le taux d'emploi augmente, ce qui évidemment ne peut être que favorable » (p. 86). Les auteurs abusent ici le lecteur en distinguant la croissance du PIB et son niveau, en faisant comme si l'effet de la hausse de l'emploi était automatiquement supérieur à celui de la baisse de la productivité individuelle moyenne.

Au terme d'un chapitre (le cinquième) consacré à faire l'éloge de la croissance « schumpétérienne » fondée sur l'innovation, donc l'amélioration de la productivité, les auteurs donnent en exemple l'Allemagne qui a fait le choix d'une productivité progressant faiblement parce les emplois peu qualifiés ont été développés. Comprenez qui pourra.

Il faut faire en France ce qui a si bien marché en Grèce ?

Le dernier chapitre du livre donne le point d'orgue de ce galimatias conceptuel en présentant les dix propositions pour mener une « thérapie de choc », toutes infligées au salariat, notamment la baisse du Smic, le contrat de travail unique, l'augmentation de l'âge de la retraite pour « ajuster à la baisse la générosité du système » (p. 171), sans oublier la baisse des dépenses publiques.

Parce qu'il faut que vous sachiez que, en France, les salaires progressent plus vite que la productivité du travail (p. 72, 133, 154). Ah, bon, et depuis quand ? Artus et Virard donnent un chiffre qui, pris isolément, n'a aucun sens : « le salaire réel par tête a ainsi augmenté de 16 % depuis 1998, d'où la faiblesse des profits et de la capacité d'autofinancement » (p. 154). Rien n'est dit sur la progression parallèle du PIB, ou de la valeur ajoutée par les sociétés non financières, et bien sûr rien sur la progression des dividendes. Aucune précaution n'est prise pour distinguer les sous-périodes au cours desquelles la part des salaires dans la valeur ajoutée a fortement diminué, puis s'est à peu près stabilisée.

On ne peut pas, d'un côté, regretter que les « métiers les plus recherchés en France en 2014 sont les agents d'entretien, serveurs de café et de restaurants, animateurs socio-culturels, aides-soignants, cuisiniers, aides à domicile, ouvriers agricoles et cueilleurs en tout genre... », (p. 75, 82), c'est-à-dire les métiers offerts par le système économique, et, d'un autre côté, imputer aux travailleurs la responsabilité du marasme parce qu'ils n'accepteraient pas suffisamment la baisse de leurs salaires et des protections « trop généreuses » dont ils jouissent.

L'économiste qui prévoyait au printemps 2007 qu'il n'y aurait pas de crise financière¹² nous offre quelques perles de langue de bois. On pourrait le proposer pour un « prix Nobel » d'économie. Il ne déparerait pas dans la liste des lauréats. Je prie le lecteur de m'excuser : au départ, je voulais écrire une rubrique au sujet de l'hétérodoxie en économie ; à l'arrivée, ce

¹² Il faut lire la notice de Wikipedia consacrée à P. Artus, donnant un aperçu de toutes les erreurs qu'il a commises, sans que cela nuance jamais ses arguments d'autorité.

livre n'appartient pas à cette catégorie. À laquelle appartient-il, alors ? À celle des livres à ne pas lire, sauf pour comprendre par quelles affres passent les économistes qui ne peuvent se résoudre à réfléchir à la finitude de la croissance et à envisager la qualité plutôt que la quantité.